

Bulletin

Numéro 8**Août 1995**

Voici le numéro 8 du Bulletin du SYGADE. Nous voudrions d'abord remercier tous ceux auxquels nous devons les intéressantes contributions reçues pour ce numéro. L'équipe du SYGADE a été particulièrement occupée pendant le premier semestre de 1995 à préparer les premières installations de la version 5.0 du SYGADE. La version 5.0 va être installée dans un premier pays ce mois-ci. Cette installation sera suivie de beaucoup d'autres, car la plupart des pays ont déjà manifesté leur intérêt pour passer à la version 5.0. En outre, un certain nombre de nouveaux pays ont souhaité recevoir le SYGADE, ce qui nous amènera à élargir nos activités. Selon nos estimations, le SYGADE étant maintenant en place dans une trentaine de pays, le système gère une dette totale supérieure à 300 milliards de dollars des Etats-Unis.

Entre janvier et juillet 1995, des délégations du Zimbabwe, du Nicaragua et de l'Egypte ont rendu visite à l'équipe centrale du SYGADE pour suivre une démonstration de la version 5.0 et discuter des modalités d'installation de cette version dans leur pays.

Dans ce numéro, nous allons rendre compte de l'expérience du SYGADE en Argentine. L'Argentine a procédé à un essai pilote de la version 5.0 et accueillera l'installation finale en décembre. Dans les informations techniques, nous continuerons à vous indiquer comment rendre l'environnement Windows plus efficace

et nous vous donnerons un aperçu de Windows 95, la nouvelle version de Windows que Microsoft vient de mettre sur le marché.

Nous espérons que vous aurez plaisir à lire ce bulletin et attendons vos observations ou suggestions.

ETUDE DE LA DETTE INTERIEURE AU MOYEN DU SYGADE

En coopération avec l'ESAIARM et la Banque mondiale, la CNUCED entreprend une étude de la dette intérieure dans les pays utilisateurs du SYGADE de la région de l'ESAIARM. Les premiers pays visités ont été le Zimbabwe et l'Ouganda. Le rôle principal de la CNUCED dans cette coopération consiste à étudier les problèmes opérationnels de la gestion de la dette intérieure, tels que l'enregistrement, le suivi et l'analyse de la dette intérieure. L'étude aboutira à des rapports individuels sur chacun des pays visités, ainsi qu'à un rapport global pour l'étude dans son ensemble. De plus, la CNUCED profite de l'occasion pour apporter des améliorations à la configuration logicielle du SYGADE avec la participation d'un économiste financier et d'un analyste des systèmes.

Pour financer un déficit du budget public, la dette intérieure peut remplacer la dette extérieure. Le financement extérieur disponible pour le secteur public ne cessant de diminuer dans nombre de pays, le gouvernement

Temps forts du SYGADE:

- Etude de la CNUCED sur la dette intérieure
- Gestion de la dette dans l'Afrique anglophone
- Aperçu de pays Argentine
- Informations techniques: comment utiliser Windows plus efficacement et coup d'oeil sur Windows 95
- Publications: Banque mondiale: "Reducing the debt burden of poor countries"

n'a guère d'autre choix que de combler le déficit en empruntant dans le pays. Les diverses fonctions de la gestion de la dette intérieure, telles que l'enregistrement, la comptabilité, le service et le contrôle, prennent donc de plus en plus d'importance.

Un autre facteur qui complique la gestion effective de la dette intérieure, c'est que ce type de dette est maintenant offert de plus en plus largement aux investisseurs étrangers. La notion de dette intérieure a généralement été définie comme des prêts consentis au gouvernement par des résidents du pays même et libellés dans sa propre monnaie. Toutefois, au fur et à mesure que les pays ouvrent leur économie, la distinction entre dette intérieure et dette extérieure s'estompe.

Dans les pays considérés ici, l'intérêt pour les bons du Trésor et les fonds d'Etat devient plus vif. Auparavant, seules les banques et les compagnies d'assurance auraient investi dans ces effets publics. Récemment, toutefois, le nombre d'investisseurs privés a augmenté, d'où une multiplication des opérations et un surcroît de travail à la fois pour les banques centrales et les ministères des finances.

Ces faits accentuent progressivement la nécessité d'une mise à jour des données aux fins de décisions. L'un des problèmes actuels de gestion est la qualité des données, en même temps que la capacité d'organiser l'information sous une forme utile pour les décideurs. L'enregistrement et les opérations sont indispensables pour l'analyse et pour la justification des décisions, ainsi que pour passer de la connaissance à l'action. Les statistiques sur les données de la dette intérieure devraient être établies par des fonctionnaires de la Banque centrale et du Ministère des finances. Or les moyens statistiques de ces deux institutions sont défectueux en raison de problèmes de capacités et de systèmes d'enregistrement périmés.

Il est souvent grand temps de s'occuper du problème d'une gestion efficace de la dette intérieure. Le volume de cette dette augmente, posant des problèmes d'opérations autant que de ressources. L'importance d'un contrôle rationnel devient donc chaque jour plus vitale. Afin de fournir un instrument permettant de gérer plus efficacement la dette intérieure, la CNUCED améliorera le module de gestion dans le programme SYGADE.

SEMINAIRES

ESAIIDARM - ATELIER SUR LA VALIDATION DES DONNEES DE LA DETTE EXTERIEURE

Cet atelier, organisé conjointement par l'ESAIIDARM et la Banque mondiale, a eu lieu à Maseru (Lesotho), du 22 au 27 mai 1995. La CNUCED était représentée par M. Baball, technicien principal à la CNUCED, détaché auprès du secrétariat de l'ESAIIDARM à Harare, et par M. Borresen du siège de Genève. D'autres experts venaient de l'ESAIIDARM, de la Banque mondiale et du secrétariat du Commonwealth. L'atelier a réuni une vingtaine de participants venus de huit des neuf pays membres de l'ESAIIDARM.

Considérations générales

Quand les organisations internationales réunissent des données sur la dette extérieure, elles constatent souvent des écarts considérables entre les données agrégées communiquées par les pays débiteurs et celles des créanciers. De même, il peut y avoir d'énormes différences entre l'état d'une dette communiqué par le ministre des finances d'un pays et d'autres institutions du même pays, telles que la Banque centrale. Les participants à l'atelier ont cherché à dégager quelques-uns des facteurs sous-jacents à l'origine de ces problèmes, à élaborer des propositions pour y remédier et, par conséquent, améliorer les états relatifs à la dette émanant des pays participants.

Sujets traités

L'atelier a mis en lumière les questions institutionnelles concernant la validation des données de la dette extérieure, la validation des prêts et opérations individuelles, la restructuration et l'agrégation de la dette internationale aussi bien que nationale. Les représentants de la CNUCED ont présidé les séances relatives aux problèmes institutionnels, à la validation prêt par prêt et à la restructuration.

C'était la première fois que l'une des organisations détachant des experts à cet atelier avait entrepris une formation de ce genre. L'atelier était donc en quelque sorte une expérience, mais on envisage de la renouveler et l'ESAIIDARM travaille à un cadre théorique

pour la validation des données en coopération avec la Banque mondiale, la CNUCED et le secrétariat du Commonwealth.

SEMINAIRE A GENEVE SUR LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE DE LA BANQUE MONDIALE

L'ESAI DARM et la CNUCED ont organisé conjointement un séminaire sur l'emploi du module de stratégie de gestion de la dette (DSM) de la Banque mondiale au siège de la CNUCED, à Genève, du 27 juin au 6 juillet. Mme Aysel Basci, de la Banque mondiale, y assistait à titre d'expert, avec des fonctionnaires de la CNUCED et de l'ESAI DARM. Douze représentants de l'Ouganda, du Zimbabwe, de la Zambie, de la Tanzanie et d'EURODAD, une ONG ayant son siège à Bruxelles, ont participé au séminaire.

Le séminaire a axé ses travaux sur l'emploi du module de stratégie de gestion de la dette (DSM) de la Banque mondiale pour simuler l'effet d'accords de rééchelonnement de la dette conformément aux Conditions de Toronto améliorées et aux Conditions de Naples, ainsi que de nouveaux emprunts. Les participants se sont familiarisés avec les différentes options de rééchelonnement et en ont examiné les incidences possibles sur les indicateurs clefs de la dette. Ils ont appris comment saisir manuellement des données dans le module, mettre en réseau les différents scénarios de restructuration et simuler de nouveaux emprunts. De plus, ils ont appris à produire divers états au moyen du module. Les états ont ensuite fait l'objet d'une discussion et d'une interprétation.

De même, les participants ont effectué un certain nombre de simulations de différentes restructurations de la dette et ont analysé l'effet de ces stratégies sur les indicateurs de la dette et sur l'économie. Par exemple, l'incidence différente de la réduction de l'encours de la dette et des flux conformément aux Conditions de Naples a été analysée. Quelques études par pays à l'aide de données réelles ont été effectuées et des restructurations concrètes ont été débattues au cours du séminaire.

En outre, les participants ont suivi une démonstration indiquant comment préparer des données dans la version 4.1 Plus du SYGADE pour transposition dans le module de stratégie de gestion de la dette (DSM). Afin de faciliter la transposition, une nouvelle liaison a été établie pendant le séminaire entre la version 4.1 Plus et le DSM.

MISSIONS

UKRAINE

Du 13 au 17 mars, deux fonctionnaires du SYGADE ont effectué en Ukraine une mission d'évaluation des besoins. La mission a étudié les besoins de l'administration ukrainienne en matière de système informatisé de gestion de la dette et a installé au Ministère des finances la version 4.1 Plus. L'installation de la version 5.0 est prévue pour 1996.

BELARUS

Deux fonctionnaires du SYGADE ont effectué une mission d'évaluation des besoins à Minsk du 3 au 7 avril 1995. A la demande du gouvernement, une version 4.1 Plus a été installée pendant la mission et deux fonctionnaires du Ministère des finances ont reçu une formation liminaire. En juin, une mission de formation a formé sur place d'autres fonctionnaires à l'utilisation de la version 4.1 Plus.



ZIMBABWE

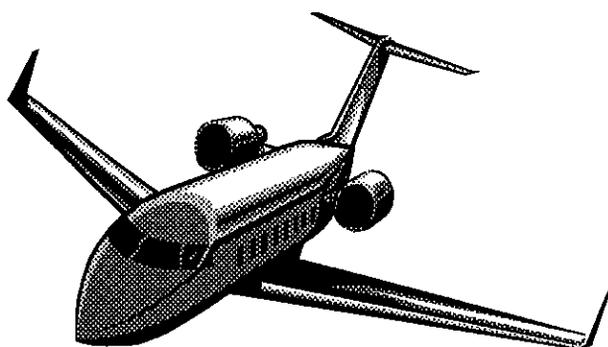
Du 15 au 19 mai, deux fonctionnaires du SYGADE sont allés en mission à Harare. La mission s'est située dans le cadre d'une étude sur la dette intérieure dans la région de l'ESAI DARM (voir : Etude sur la dette intérieure).

LESOTHO

Un fonctionnaire du SYGADE a participé à un atelier sur la validation des données relatives à la dette à Maseru, du 22 au 26 mai (voir Séminaires).

VIET NAM

Deux fonctionnaires ont effectué une mission d'évaluation des besoins à Hanoi entre le 5 et le 9 juin pour évaluer les possibilités d'installer la version 5.0 au Ministère des finances.



ARGENTINE

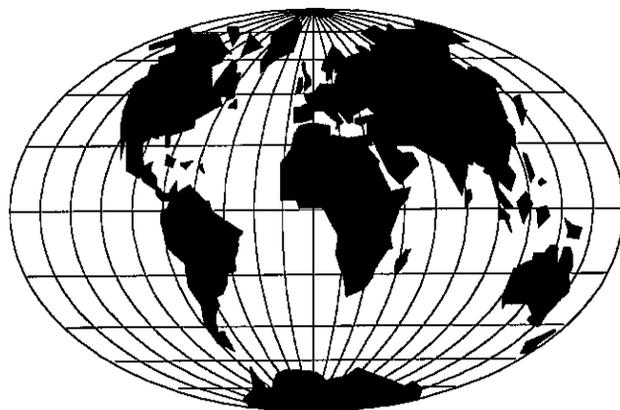
A titre de suivi à la mission d'essai pilote de décembre 1994, une mission composée de trois fonctionnaires a été envoyée au Ministère des finances. Elle a servi en outre à élaborer les spécifications destinées à la liaison entre le Système argentin d'administration financière et la version 5.0.

ANGOLA

Répondant à une invitation du Gouvernement angolais, deux fonctionnaires sont allés en mission entre le 24 et le 28 avril pour démontrer l'exploitation de la version 5.0 aux autorités locales et discuter d'une installation possible du système.

BANGLADESH

Une mission a eu lieu de juillet à août 1995 pour installer et tester la version 5.0 au Département des relations économiques du Ministère des finances et former le personnel compétent à son exploitation.



OUGANDA

Un fonctionnaire du SYGADE a effectué une mission à Kampala pour étudier l'état de la dette intérieure de l'Ouganda. La mission s'est déroulée dans le cadre de l'étude sur la dette intérieure (voir : Etude sur la dette intérieure).

PARAGUAY

Une mission composée de deux fonctionnaires est allée en avril 1995 analyser l'environnement technique et évaluer les possibilités d'installer la version 5.0 sur un vaste réseau au Paraguay. Le Paraguay recevra la version 5.0 en novembre 1995.

MAURITANIE

Un fonctionnaire a effectué une mission auprès de la Direction de la dette extérieure pour déterminer les possibilités d'une mise en oeuvre du programme SYGADE. La Mauritanie recevra la version 5.0 en 1996.

ROUMANIE

Du 9 au 14 juillet, deux fonctionnaires du SYGADE et un consultant ont été en mission à Bucarest. Il s'agissait de dispenser une formation avancée aux utilisateurs de la version 4.1 Plus et d'évaluer l'environnement technique en vue de l'installation envisagée de la version 5.0 dans le courant du dernier trimestre de 1995. La version 5.0 sera exploitée sur un vaste réseau au Ministère des finances et à la Banque centrale.

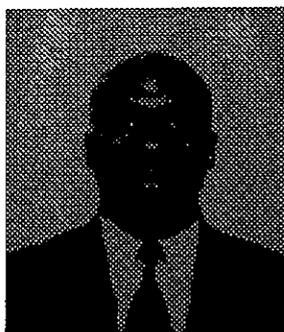
INFORMATIONS REGIONALES

EVOLUTION DU PROBLEME DE LA DETTE EN AFRIQUE ANGLOPHONE

De la gestion de la crise de la dette à la crise de la gestion de la dette

Message de M. Cornilious Deredza¹, Président du Club SYGADE (Afrique anglophone)

La crise de la dette internationale qui a bien failli paralyser le système international des paiements au début des années 80 est maintenant largement résorbée. Toutefois, dans de nombreux Etats de l'Afrique anglophone, le *surendettement* continue à menacer les fruits qu'ils pourraient retirer de leurs efforts actuels de réforme macro-économique. Il compromet la réputation financière internationale de l'Afrique anglophone à un moment où la concurrence s'intensifie dans le monde pour l'accès aux ressources financières internationales qui sont limitées.



Cornilious Deredza

Une importance considérable a certes été attachée à la *gestion de la crise* de la dette pendant toutes les années 80, mais une préoccupation nouvelle se fait maintenant jour, celle des limitations de la capacité des institutions existantes de

gestion de la dette en Afrique anglophone. C'est pourquoi plusieurs Etats de l'Afrique orientale et australe sont arrivés à un consensus au niveau régional quant à la nécessité de s'attaquer en priorité à ce que l'on pourrait appeler une menace de "*crise de la gestion de la dette*".

L'avènement de nouvelles techniques financières, dont les *Conditions de Naples* de juillet 1994, encore mal comprises, et la complexité croissante des *systèmes informatisés de gestion de la dette*, signifient que la gestion de la dette en tant que profession exige maintenant des capacités et des connaissances plus larges, plus approfondies et plus spécialisées que jamais. A cet égard, l'Afrique anglophone doit "passer ou casser". Pour "passer", elle a certainement besoin de privilégier la gestion de la dette et de l'intégrer dans la gestion générale de l'économie. Elle doit

aussi inévitablement reconsidérer de plus près et plus objectivement les problèmes d'efficacité dans la pratique de la gestion de la dette.

Les pays de la sous-région doivent maintenant se polariser non seulement sur l'informatisation de l'enregistrement de la dette (comme tel a été le cas jusqu'ici), mais aussi sur le *développement d'une capacité générale durable* concernant tous les autres aspects de la gestion de la dette, à la fois directifs et opérationnels. Les questions de la négociation de la dette, de l'analyse, de l'élaboration d'une stratégie et des macro-liaisons de la dette ne peuvent plus être abordées seulement d'une manière occasionnelle. Ces éléments décisifs de la gestion de la dette ne sauraient être relégués au monde des activités consultatives internationales délocalisées pour des motifs de coûts à long terme.

Le nouvel enjeu de la gestion de la dette africaine consiste à mettre au point une *conception plus professionnelle et plus systématique* des pratiques de gestion de la dette. A cet égard, une *mise en valeur des ressources humaines* stratégique devrait se situer au coeur de la gestion de la dette. Pour que cet effort soit rentable, il faudra un *mode d'approche régional* afin de profiter des économies d'échelle. Simultanément, l'appui financier et l'assistance technique actuels de la communauté internationale à la gestion de la dette africaine dans cette direction doivent être coordonnés au niveau régional pour donner les meilleurs résultats.

L'autre aspect de cette tâche réside dans le développement d'une *capacité et d'une mémoire institutionnelle durables* en matière de gestion de la dette. Il s'agit de développer, tester et suivre régulièrement les systèmes et procédures de gestion, ainsi que d'harmoniser le mode d'organisation et d'assurer la coordination à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes nationaux de gestion de la dette.

¹ Cornilious Deredza est actuellement technicien régional (CNUCED) de la Eastern and Southern African Initiative in Debt and Reserves Management (ESADARM). Il est également économiste spécialiste de la dette extérieure auprès du Département de recherche et politique économique de la Banque de réserve du Zimbabwe. Cependant, les idées qu'il énonce dans ce message représentent non pas celles de ces institutions, mais les siennes propres en qualité de Président du Club SYGADE.

Le succès et la durabilité de ces efforts de formation d'une capacité régionale de gestion de la dette dépendent de *l'engagement et de l'appui politiques au niveau régional*. Cet engagement semble maintenant ferme, encore faut-il démontrer qu'il peut durer. On voit déjà *se profiler de nouvelles demandes régionales* de formation en matière de formation de capacité concernant la dette intérieure, la gestion de l'aide, la macro-analyse de la dette et la surveillance de la dette extérieure privée non

garantie, ainsi que des flux de capitaux hors dette en régimes de changes libéralisés. Face à ces problèmes et à d'autres aspects difficiles de la gestion de la dette, nos systèmes doivent se montrer à la hauteur ou simplement sombrer. C'est maintenant qu'il faut agir. La différence décisive entre s'attaquer d'urgence à ces problèmes dès maintenant et temporiser indéfiniment, c'est que tout retard finit par coûter cher. A cet égard, l'Afrique ferait mieux de se mettre résolument à l'heure.

GESTION DE LA DETTE EN ARGENTINE

REORGANISATION DU SYSTEME DE LA DETTE PUBLIQUE L'EXPERIENCE DE L'ARGENTINE

EXTRAIT D'UNE COMMUNICATION DE M. JORGE AMADO, DIRECTEUR DU PROJET NATIONAL EN ARGENTINE²

Au cours des dernières décennies, l'économie argentine s'est considérablement affaiblie. La participation importante de l'Etat dans tous les secteurs de l'économie, que ce soit par intervention directe ou à travers une réglementation rigoureuse, a provoqué une crise permanente qui a finalement abouti à l'hyperinflation des années 1989 et 1990. L'endettement public considérable contracté pendant les années 70 et la conjoncture de plus en plus défavorable des années 80 ont contribué à aggraver la situation.

Toutefois, les réformes politiques des toutes dernières années ont amorcé un changement profond dans les structures économiques du pays. Sous l'égide du Président Carlos Menem, des mesures ont été prises pour libéraliser et déréglementer les marchés et pour instituer la convertibilité de la monnaie. En outre, l'élimination du déficit budgétaire a été le point de départ d'une réforme en profondeur de l'administration publique, où la réforme de la gestion de la dette publique a joué un rôle important.

SITUATION AVANT LA RÉFORME

Avant la réforme, chacun des organismes publics qui participaient à la gestion de la dette rassemblait ses propres données et il n'y avait ni système de contrôle ni enregistrement central des données relatives à la dette. Seule la Banque centrale tenait un registre statistique

indépendant de la dette publique. Les registres tenus par d'autres institutions et par des entreprises publiques ne suffisaient pas à fournir des renseignements utiles pour la gestion de la dette. De plus, il n'y avait ni législation ni collecte systématique de données sur la dette. Pour procéder au règlement du service de la dette, le Ministère des finances s'en remettait aux avis d'échéances ou de créances de ses bailleurs sans pouvoir vérifier le bien-fondé de ces créances. L'information sur l'encours de la dette et des flux provenait d'une récapitulation des données de différentes institutions et de leur consolidation ultérieure. La méthode était incommode et il était impossible de connaître l'encours exact de la dette à une date précise et les flux d'une période donnée, pas plus que l'échéancier précis ou les taux d'intérêt confirmés. De surcroît, vu la difficulté d'utiliser le budget comme instrument d'administration publique, il n'y avait aucune obligation d'affecter des postes du budget aux paiements du service de la dette. En outre, en l'absence de registre au Ministère des finances, la Banque centrale et la Banco de la Nación Argentina effectuaient des versements sans passer par le Ministère et le Trésor. Le Ministère n'était informé qu'une fois les versements effectués de sorte que les deux banques assumaient les fonctions d'une trésorerie indépendante.

LA SITUATION ACTUELLE

Dès la fin de 1994, la situation a changé du tout au tout. L'administration et la gestion de la dette

² M. Jorge Amado est Directeur du projet national au Ministère argentin des finances. On peut se procurer le texte intégral de la communication dans la langue originale (espagnol) en s'adressant au SYGADE à Genève.

publique, dans leur totalité, sont maintenant centralisées à la Direction de l'administration de la dette publique (DADP) au Ministère des finances. Les tâches de la DADP vont de l'enregistrement électronique des données de la dette publique dans le module de stratégie de gestion de la dette, installé en 1993, au calcul des versements du service de la dette et à l'émission d'ordres de paiement. Les fonctions de la DADP comprennent également certaines des fonctions précédentes de la Banque centrale, telles que la préparation en vue des réunions du Club de Paris et le recouvrement des obligations de la dette intérieure.

La base de données du SYGADE couvre maintenant 99 % de la dette publique, soit 1 026 prêts. Considérée comme un excellent instrument de gestion de la dette, elle fournit, par exemple, l'information ci-après :

- Calcul des versements du service de la dette et leur inscription au budget;
- Analyse de la composition de la dette, analyse des effets des variations du taux de change, des projections pour la période et des scénarios internationaux, avec leurs répercussions sur les finances du pays;
- Information sur la dette aux fins de publication dans le Bulletin administratif du Ministère des finances et autres publications du gouvernement;
- Etat mensuel de la dette et des flux totaux.

Des liaisons électroniques ont été établies avec la Banque mondiale et la Banque centrale de l'Argentine. La DADP a la possibilité de se raccorder par modem à la Banque mondiale, où elle peut avoir accès à des données comptables et les adapter dans ses registres. En outre, une liaison électronique avec la Banque centrale permet l'échange d'informations sur la dette par l'intermédiaire du Système de télécommunications pour les questions financières (STAF).

Autre aspect important : l'information contenue dans le module de gestion de la dette (DSM) est maintenant vérifiée auprès des créanciers à chaque échéance du service de la dette. La DADP a ainsi été en mesure de rectifier des créances présentées pour versement d'intérêts par des bailleurs qui avaient, par inadvertance, majoré leurs créances originales.

La DADP arrête un échéancier hebdomadaire du service de la dette pour les 45 jours à venir, qui est ensuite adressé à la Banque centrale, au Trésor et à d'autres institutions participant à la planification financière.

VERSION 5.0 DU SYGADE

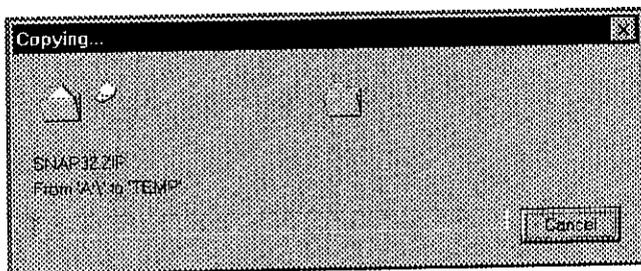
En novembre 1994, la CNUCED a procédé à l'essai pilote de la nouvelle version du SYGADE à la DADP. L'installation définitive aura lieu en décembre 1995. Pour le moment, la DADP utilise la version nouvelle parallèlement à la version 4.1Plus. La version 5.0 sera installée en réseau local. Elle permettra une liaison avec le Système intégré d'information financière (SIDIF), qui comprend les sous-systèmes du budget, du Trésor et de la comptabilité, en place au Ministère des finances, et la version 5.0. Il sera alors possible d'incorporer le code des crédits budgétaires dans chaque prêt, enregistrant ainsi les entrées et les sorties. Par exemple, chaque fois qu'il y aura un décaissement, il apparaîtra dans le SIDIF à travers l'enregistrement des fonds effectivement déposés et automatiquement dans la version 5.0. Les ordres de paiement seront automatiquement émis par la version 5.0 et enregistrés dans le SIDIF, lequel émettra la demande de paiement à l'intention du Trésor. En outre, la DADP sera à même de dresser des tableaux d'états de sortie par utilisateurs, qui donneront toujours des renseignements à jour sur l'encours de la dette et les flux. Avec les nouvelles facilités, il sera possible d'obtenir cette information en temps réel, puisque les états renfermeront automatiquement tous les changements et mises à jour chaque fois que l'état est extrait.

RESULTATS

La réorganisation et l'informatisation de l'administration de la dette publique ont permis non seulement des gains d'efficacité, mais aussi des économies réelles sur les coûts. Calculé jusqu'en 1995, le coût total de l'utilisation de la version

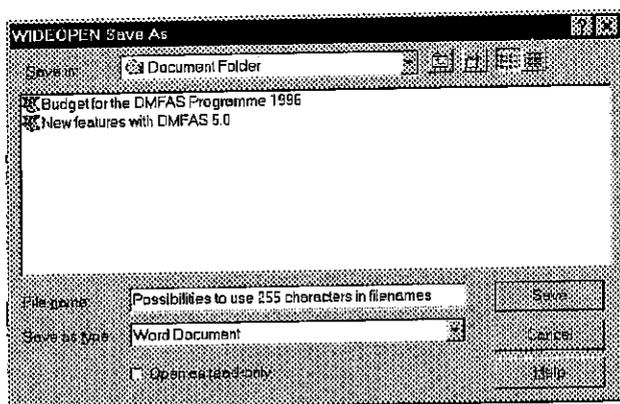


5.0 atteint 970 000 dollars. Depuis l'installation de cette version en 1993, la République argentine a économisé 21,4 millions de dollars en s'acquittant ponctuellement du service de sa dette, profitant ainsi du système de la Banque mondiale pour la suppression de points de taux d'intérêt. En outre, des erreurs involontaires dans l'application des conditions de crédit ou dans la détermination d'encours ont été décelées. Les sommes ainsi économisées compensent amplement les coûts de mise en place du programme.



Copying files

Chaque icône, que ce soit un dossier, le disque dur, une disquette, un fichier ou la corbeille, possède son propre menu contextuel qui est accessible en cliquant sur le bouton droit de la souris. L'une des caractéristiques les plus utiles de ce menu est sans doute la fonction "Aperçu rapide", qui vous montrera le contenu d'un fichier sans qu'il soit nécessaire de charger le programme dans lequel il a été créé.



Long File names

La possibilité de donner aux fichiers des titres plus longs est peut-être le nouvel élément qui intéressera le plus certains utilisateurs, puisque l'on peut aller jusqu'à 255 caractères au lieu d'être limité à la formule 8+3 du système DOS/Windows 3.1x. Maintenant, vous pouvez appeler un document "Nouvelles caractéristiques du SYGADE 5.0" au lieu de "FEADMFS5.DOC".



Shortcut

Le "Raccourci" est également une nouvelle fonction de Windows 95. Un raccourci est tout simplement un pointeur indiquant un autre objet, par exemple un fichier ou un programme. Ainsi, en plaçant un raccourci pour Word sur le bureau,

vous pouvez lancer ce programme en cliquant deux fois sur l'icône.

Il n'est pas possible de répondre par un simple oui ou non à la question de savoir si Windows 95 est plus rapide ou plus lent que son prédécesseur. Windows 95 semble nécessiter un matériel plus puissant pour fonctionner de façon efficace, le minimum étant un 486 rapide avec 16 Mo de mémoire vive. Avec cet équipement, Windows 95 exploitera des programmes Windows 3.x (programmes de 16 octets) à peu près aussi vite que Windows 3.1x. Toutefois, dans la majorité

des cas, un programme compatible avec Windows 95 exploité sous Windows 95 marchera mieux qu'un programme Windows 3.1x exploité sous Windows 3.1x. La plupart des grands fabricants de logiciels sortiront dans le courant de l'année de nouvelles versions Windows 95 de leurs programmes.

Que se passe-t-il lorsque l'on fait fonctionner plusieurs applications simultanément? Cela est dans une certaine mesure possible avec Windows 3.1x, mais le fonctionnement est lent. Windows 95 est nettement supérieur et peut véritablement réaliser deux tâches simultanément. Vous pouvez par exemple créer une table d'amortissement du SYGADE tout en copiant des fichiers dans une autre fenêtre. Mieux encore, Windows 95 possède une véritable fonction multitâches préemptive, ce qui signifie que même un programme peut réaliser plusieurs tâches simultanément : par exemple, vous pouvez lancer le contrôle orthographique de votre document pendant que vous êtes en train de le dactylographier.

Windows 95 est également beaucoup plus robuste que les versions antérieures. Si une application Windows tombe en panne, il sera possible de la fermer sans préjudice pour les autres.

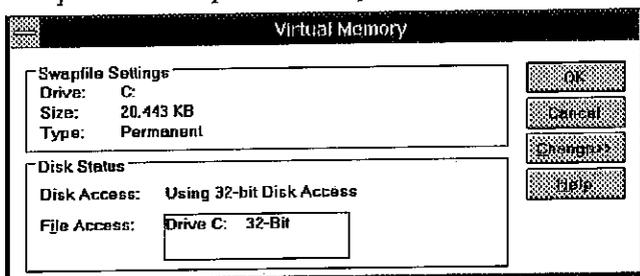
Et qu'en est-il de nos habituelles applications DOS? Windows 95, comme Windows 3.1x, est capable d'ouvrir des fenêtres DOS et d'exploiter des applications DOS!

OPTIMISATION DE WINDOWS 3.1X

Nous allons voir maintenant comment optimiser votre installation Windows 3.1x, pour en obtenir un fonctionnement plus rapide. Dans le bulletin No 6 du SYGADE, nous vous avons expliqué pourquoi et comment utiliser la mise en mémoire cache sur disque, qui est l'un des moyens les plus faciles, les moins onéreux (c'est gratuit!) et les plus efficaces d'obtenir une exécution plus rapide sous Windows. Si vous n'avez pas encore installé un programme de mémoire cache, faites-le maintenant, c'est la première étape à suivre pour avoir d'un système Windows plus rapide.

Comme nous l'avons vu plus haut, il existe plusieurs versions Windows dans la série 3. La meilleure et la plus rapide est la version Windows 3.11 pour groupes de travail (vérifier la version qui est la vôtre en consultant *A propos du Gestionnaire de programmes* dans le menu *Aide* du gestionnaire de programmes). Elle est totalement compatible avec Windows 3.1 et possède quelques caractéristiques supplémentaires, telles que l'utilisation collective d'imprimantes et de fichiers, et un gestionnaire de fichiers amélioré. Une autre caractéristique en est l'accès 32 octets aux fichiers qui améliore considérablement l'accès au disque dur. En

l'associant à l'accès 32 octets au disque, vous obtiendrez un résultat encore meilleur. Lancez *Panneau de configuration*, cliquez deux fois sur le bouton "Étendu", puis sur *Mémoire virtuelle* et *Changement*. Si votre contrôleur de disque dur n'est pas compatible avec l'accès 32 octets au disque, ce choix ne sera pas disponible, et si vous utilisez Windows 3.1, l'accès 32 octets aux fichiers ne sera pas non plus disponible. Sélectionnez *Utilisant l'accès 32 octets aux fichiers* si vous utilisez Windows 3.11 pour groupes de travail, et *Utilisant l'accès 32 octets au disque* si cette option est disponible.



Dans la même fenêtre, vérifiez que vous n'utilisez pas un fichier d'échange temporaire, et si c'est le cas, changez-le en fichier permanent, ce qui augmentera aussi la vitesse d'exécution. Le fichier d'échange sert de mémoire virtuelle, qui est une extension de la mémoire vive physique sur le PC. Moins il y a de mémoire vive installée sur le PC et plus les programmes que vous voulez exploiter sont nombreux et vastes, plus le fichier d'échange devra être important. Si vous utilisez un traitement de texte et un tableur avec 4 Mo de mémoire vive, un fichier d'échange permanent de 8 Mo sera un bon choix.

Quand avez-vous procédé pour la dernière fois à une défragmentation du disque dur ? Si vous vous demandez ce qu'est une "défragmentation", il est probablement temps de procéder à cette opération. Lorsqu'un disque dur a été utilisé pendant un certain temps, et que des fichiers ont été créés, supprimés ou modifiés, le disque devient fragmenté. Un fichier peut se trouver dispersé (fragmenté) en différents endroits sur le disque, ce qui rend l'accès à ce fichier plus lent que s'il était localisé dans un espace continu. Si vous utilisez la version DOS 6.x, sortez de Windows et lancez le programme DOS DEFRAG pour défragmenter le disque. Si vous utilisez une version DOS plus ancienne, vous aurez besoin d'un autre produit, tel que le SPEEDISK de Norton ou COMPRESS de PCTools pour réaliser la même opération.

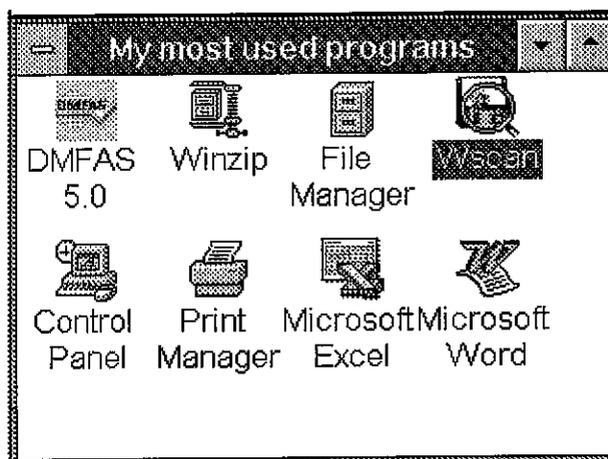
Un disque dur plein a également tendance à ralentir le fonctionnement de Windows. Laissez au moins 10 Mo d'espace libre sur votre disque dur si vous le pouvez. Sortez de Windows et tapez `DIR *.TMP /S /P`, et il y a de bonnes chances pour que vous trouviez plusieurs Mo de fichiers

temporaires dans différents répertoires. Supprimez-les tous pour libérer de l'espace.

Les "ressources système" sous Windows sont une petite zone de mémoire (2 x 64 Ko) pour les polices, les icônes et autres objets graphiques, et elles sont d'une importance cruciale pour la rapidité ainsi que pour la stabilité d'un PC. En sélectionnant *A propos du Gestionnaire de programmes* dans le menu *Aide* du gestionnaire de programmes, vous pourrez voir quelle proportion de cette mémoire est libre. Si cette proportion est inférieure à 35%, le PC commencera souvent de fonctionner au ralenti et deviendra instable.

Pour éviter d'épuiser les ressources système, conservez les groupes du gestionnaire de programmes avec de nombreuses icônes fermées. Si vous n'utilisez que quelques icônes régulièrement, vous pouvez créer une nouvelle fenêtre de gestionnaire de programmes, copier les icônes que vous utilisez régulièrement dans cette fenêtre en enfonçant la touche Ctrl tout en faisant glisser les icônes avec la souris, puis fermer toutes les autres fenêtres. Vérifiez que cela sera la configuration la prochaine fois que vous lancerez Windows en pressant les touches Alt-Shift-F4 (voir le dernier Bulletin pour la description de la mise en place du gestionnaire de programmes).

Une autre façon de libérer davantage de ressources système est d'éliminer les polices Windows que vous n'utilisez que rarement ou jamais (utilisez l'icône *Polices* du *Panneau de configuration*). N'ouvrez pas non plus de trop nombreux programmes Windows en même temps, car ils utilisent tous les ressources système. Etant donné que certaines applications ne restituent pas les ressources système lorsqu'on les ferme, relancer Windows peut également libérer des ressources système si vous avez ouvert et fermé plusieurs applications au cours d'une séance Windows.



Publication

COMMENT REDUIRE L'ENDETTEMENT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT

CADRE D'ACTION

LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale a conçu cette publication pour répondre aux préoccupations croissantes de la communauté financière internationale devant les difficultés particulières des pays à faible revenu fortement endettés. Tandis que beaucoup des pays à revenu intermédiaire fortement endettés commencent à surmonter la crise de la dette, la situation de la plupart des pays à faible revenu fortement endettés continue à se dégrader. L'endettement joue un rôle majeur dans cette évolution. La publication de la Banque mondiale offre donc un diagnostic du problème et analyse les mesures prises à ce jour, puis elle présente un programme d'action pour réduire l'endettement des pays les plus pauvres.

ORIGINES ET CARACTERISTIQUES DU PROBLEME DE LA DETTE

Ce premier chapitre expose les origines et les caractéristiques de l'endettement des pays à faible revenu fortement endettés. Bien que les transferts nets à ces pays aient été largement positifs dans les années 80 et 90, les indicateurs de la dette se sont nettement dégradés. La situation s'est quelque peu améliorée depuis 1987 grâce à une remontée des recettes d'exportation et à des efforts faits par les créanciers pour orienter les dons et les apports financiers à des conditions libérales vers la restructuration. A la fin de 1992, près de 45 % de l'encours de la dette étaient assortis de conditions libérales.

L'endettement des pays à faible revenu fortement endettés varie beaucoup d'un pays à l'autre. Pour déterminer l'ampleur de l'endettement individuel, les auteurs analysent les ratios ci-après de liquidité et de solvabilité pour ces différents pays : ratio dette/exportations sur une base de valeur actualisée, ratio du service de la dette effectif/prévu à l'échéancier.

Il ressort de l'analyse que, pour la plupart de ces pays, un grave endettement se manifeste à la fois par un ratio élevé du service de la dette actuel et une forte accumulation de l'encours. En fait, 32 des pays considérés ont des ratios dette/exportations qui dépassent 200, limite au-dessus de laquelle l'endettement n'est plus réputé acceptable.

CE QUI RESTE A FAIRE

Le deuxième chapitre expose les mesures déjà prises pour résoudre le problème de la dette. Les créanciers ont réagi à l'aggravation de la situation des pays considérés en accroissant le nombre de prêts à des conditions libérales et en accentuant l'allègement de la dette à travers les Conditions de Toronto et des Conditions de Toronto "améliorées", l'annulation de la dette d'APD et le rachat de dettes contractées envers des banques commerciales. La Banque mondiale a appliqué des mesures consistant notamment à soutenir les gouvernements dans la mise en oeuvre de réformes d'orientations, à organiser le passage à des prêts de l'IDA, à accroître les apports financiers aux pays en voie d'ajustement et autre assistance technique. Malgré tout, la plupart des pays à faible revenu fortement endettés ne sont pas encore en mesure de faire face aux obligations de service de la dette prévues à l'échéancier et les arriérés continuent à s'accumuler. Le problème exige un effort concerté à la fois des créanciers et des débiteurs.

CADRE D'ACTION

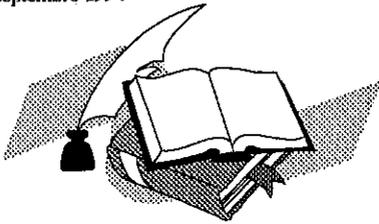
La Banque mondiale propose un mode d'approche cas par cas, fondé sur l'évaluation de trois politiques complémentaires destinées à rendre la dette supportable : augmentation des recettes d'exportation, réductions additionnelles de la dette (encours et taux d'intérêt) et nouveaux fonds additionnels à des conditions libérales. Toutefois, la croissance des exportations, pour la plupart des pays à faible revenu fortement endettés, restera probablement modeste par rapport à l'ampleur de l'endettement. Il faudra donc davantage d'efforts de la part des créanciers. Les pays considérés eux-mêmes peuvent y contribuer en poursuivant leurs efforts de réforme d'orientations, tandis que les créanciers devraient continuer à accentuer l'allègement de la dette et à fournir de nouveaux fonds additionnels à des conditions libérales. La réduction de la dette et l'apport d'argent frais pourraient servir ensemble à soutenir les réformes d'orientations, à réduire l'endettement et à assurer un transfert de ressources suffisant pour les besoins d'investissement et d'importation. La portée de ces mesures devra être décidée cas par cas.

En outre, les auteurs proposent une répartition des efforts entre les créanciers, selon le type de dette.

La restructuration devrait viser un objectif adapté à chaque pays et non pas se fonder sur

un pourcentage forfaitaire. Cet objectif devrait être suffisant pour éviter des négociations prolongées et faire en sorte que chaque pays dispose de ressources financières adéquates.

Reducing the Debt Burden of Developing Countries
A Framework for action
Série Development in practice
Banque mondiale
Washington, septembre 1994



PUBLICATIONS DE LA CNUCED:

Le Rapport sur le commerce et le développement a été publié en septembre de l'année en cours.

Le Rapport sur le commerce et le développement, 1995, est une publication des Nations Unies (numéro de vente : F.95.IID.26). Il est disponible au prix de 45 dollars E.-U. au Service des ventes, Palais des Nations, 1211 Genève 10 (Suisse), téléphone : 41 22 907 2613, télécopie : 41 22 077 0027, ou auprès du Service des publications de l'Organisation des Nations Unies, bureau DC2-853, United Nations Plaza, New York, N.Y. 10017 (Etats-Unis d'Amérique), téléphone : 1 212 963 8302, télécopie : 1 212 963 3062.

C'est avec une profonde émotion que nous devons annoncer le décès soudain, le dimanche 20 août, de M. Shahen Abrahamian, Administrateur chargé de la Division de l'interdépendance globale de la CNUCED. M. Abrahamian était au service de la CNUCED et de l'ONU depuis 26 ans. Au moment de son décès, il était Administrateur chargé de la Division de l'interdépendance globale. Il dirigeait notamment le Groupe de gestion de la dette, dont le programme SYGADE fait partie.

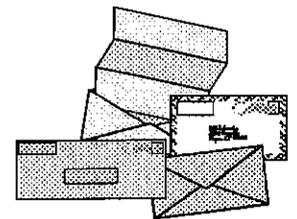
Pendant toute sa longue carrière, M. Abrahamian a constamment fait preuve d'une loyauté et d'un dévouement exemplaires envers l'Organisation des Nations Unies et, de son côté, il pouvait compter sur la plus grande loyauté de ses collègues, en particulier de ceux qui étaient étroitement associés avec lui dans ses travaux sur le Rapport sur le commerce et le développement. La Division de l'interdépendance globale et le programme SYGADE perdent ainsi un collègue dévoué et compétent, qui sera regretté pour son intelligence exceptionnellement vive et ouverte, sa personnalité chaleureuse, son esprit et sa finesse aussi bien dans ses interventions publiques que dans sa conversation. Sa brusque disparition est une perte immense pour ses amis et collègues de même que pour l'organisation.

The DMFAS Team:

Enrique Costo-Pascal	Chef
Isabella H. Mackie	Administrateur de programme
Alain Bodin	Expert principal en gestion de la dette
Philippe Straatman	Economiste financier
Pal Borresen	Economiste financier
Mark Willis	Economiste financier
Manuela Jander	Economiste financier
Pekka Sankala	Analyste principal
Gerry Teeling	Analyste de système/chef d'équipe
Marjo-Riikka Jämsen	Programmeur
Mabel Triguas	Programmeur
Marilyn de Guzman	Programmeur
Dagfinn Vaksvik	Formateur SYGADE
Maria Begona Olsa	Secrétaire
Nathalie Bois	Secrétaire
Monica Sierra	Secrétaire

Pour toute correspondance:

Bulletin SYGADE
E 10055
CNUCED
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Suisse



SOS-PROBLEMES:

Téléphone:

41 22 907 6049

Télécopie:

41 22 907 0045

Courrier électronique:

ENRIQUE.COSIO.PASCAL@UNCTAD.ORG

or DAGFINN.VAKSVIK@UNCTAD.ORG